

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1055^e
SÉANCE**

Mercredi 2 novembre 1966,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 45 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)</i>	<i>215</i>
<i>Point 50 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Programme d'études sur l'assistance alimentaire multilatérale: rapport du Secrétaire général</i>	<i>217</i>

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (*suite*) [A/5803, chap. III, sect. V; A/6430, E/3840, A/C.2/L.870 et Corr.1 et Add.1, A/C.2/L.871, A/C.2/L.873, A/C.2/L.874/Rev.1, A/C.2/L.875, A/C.2/L.876]

1. M. FERNANDINI (Pérou) appuie sans réserve le projet de résolution dont est saisie la Commission (A/C.2/L.870 et Corr.1 et Add.1), qui énonce des principes consacrés dans la Constitution péruvienne. Si le principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles n'est pas contesté, l'exercice de cette souveraineté pose cependant des problèmes dans la pratique, et il est naturel que ceux-ci soient soumis à l'étude de la Deuxième Commission en raison de leurs liens étroits avec le développement économique; le développement industriel, par exemple, est intimement lié à l'exploitation des ressources naturelles.

2. Le projet de résolution a pour objet de confirmer la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles et de leur en assurer l'exercice; il ne saurait avoir aucune conséquence fâcheuse, et le prestige moral d'une résolution des Nations Unies ne peut, au contraire, que faciliter l'élimination des injustices et des déséquilibres. En outre, il met à juste titre l'accent sur la nécessité pour les investisseurs étrangers de former du personnel national et sur l'importance qu'il y a à accroître les bénéfices que les pays en voie de développement tirent de l'exploitation de leurs ressources naturelles, bénéfices qui, à l'heure actuelle, sont dans la plupart des cas insuffisants pour être capitalisés.

3. M. Fernandini tient à remercier les auteurs du projet de résolution, et tout particulièrement le représentant du Panama, de la modération et de l'esprit de conciliation dont ils font preuve; il remercie également les délégations de la France et des Pays-Bas, qui se sont déclarées en faveur du projet, et

celle des Etats-Unis, qui n'y a pas opposé d'obstacle de principe.

4. M. HOO (Chine) dit que sa délégation a toujours attaché une grande importance au principe indiscutable de la souveraineté permanente et absolue de chaque pays sur ses ressources naturelles. Il comprend les sentiments des pays africains, dont les ressources naturelles sont encore en grande partie inexploitées. Les capitaux étrangers, publics et privés, auxquels la plupart des pays en voie de développement recourent volontiers pour exploiter et écouler leurs ressources naturelles, doivent être investis d'un commun accord de manière à profiter équitablement à tous les intéressés dans le cadre d'une coopération économique internationale concertée.

5. En ce qui concerne le projet de résolution, la délégation chinoise préférerait qu'on reprenne au paragraphe 1 du dispositif les termes mêmes de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, à savoir: "Le droit de souveraineté permanent des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles doit s'exercer dans l'intérêt du développement national et du bien-être de la population de l'Etat intéressé." C'est pourquoi la délégation chinoise appuie les amendements proposés par la délégation des Etats-Unis d'Amérique (A/C.2/L.873), qui améliorent beaucoup le projet de résolution, et notamment l'amendement au paragraphe 1 du dispositif, ainsi que les autres amendements présentés par diverses délégations (A/C.2/L.871, A/C.2/L.874/Rev.1, A/C.2/L.875 et A/C.2/L.876). M. Hoo espère que le projet de résolution tiendra compte des vues de toutes les délégations et recueillera l'appui unanime de la Commission.

6. M. OMEISH (Libye) dit que, selon son gouvernement, tout Etat jouit d'un droit de priorité absolu sur ses ressources naturelles, ainsi que du droit de prendre les mesures appropriées pour maintenir, renforcer et garantir ce droit.

7. En réaffirmant ce droit, le projet de résolution ne vise en rien à l'isolement; les relations économiques entre les nations sont une nécessité, étant entendu qu'elles doivent être ajustées pour se conformer à de nouvelles méthodes de coopération internationale réelle et efficace.

8. Les amendements proposés par les Etats-Unis témoignent de l'inquiétude que suscite chez certains pays le concept, énoncé au dernier considérant et au paragraphe 3 du dispositif, selon lequel les pays en voie de développement doivent exploiter et commercialiser eux-mêmes leurs ressources naturelles. La délégation libyenne estime que ce concept doit être préservé de tout amendement qui viserait à l'affaiblir.

9. Le paragraphe 4 du dispositif du projet est, en tous points, conforme à la politique du Gouvernement libyen, qui a promulgué, en 1958, la loi sur les investissements étrangers, dont les dispositions permettent la participation d'investisseurs libyens dans les entreprises financées par des capitaux étrangers et prévoient que ces entreprises doivent contribuer au développement économique du pays; cette loi accorde également des avantages aux investisseurs étrangers et autorise notamment le transfert dans le pays d'origine des bénéfices et dividendes. Le décret-loi qui est venu, en novembre 1965, modifier la loi de 1955 sur le pétrole, vise à en corriger certaines dispositions inéquitables de manière à assurer à la Libye une juste part des revenus tirés de ses ressources pétrolières; du fait de ce décret-loi, les revenus versés au Gouvernement libyen sont passés de 87 500 000 à 135 500 000 livres libyennes. Les 26 sociétés concessionnaires qui exploitent le pétrole libyen ont accepté, à la suite de négociations avec le gouvernement, de modifier leurs titres de concession conformément au nouveau décret-loi, et le peuple libyen est ainsi assuré de bénéficier pleinement de son droit au revenu de ses ressources naturelles.

10. A la lumière de ces considérations, la délégation libyenne s'est jointe aux auteurs du projet de résolution, qu'elle tient à remercier du très bon texte qu'ils ont élaboré.

11. M. SAHLOUL (Soudan) se plaît à constater l'atmosphère conciliante du débat, qui laisse présager la possibilité d'un accord général sur un projet de résolution commun. Contrairement à certaines délégations qui estiment que le projet de résolution dont la Commission est saisie met l'accent sur les aspects juridiques et idéologiques de la souveraineté sur les ressources naturelles, la délégation soudanaise estime qu'il met l'accent sur son aspect économique, les troisième, quatrième et cinquième considérants soulignant à juste titre que le développement économique des pays en voie de développement ne peut se fonder que sur leurs ressources naturelles; or, comme l'a rappelé le représentant de l'Iran à la dernière séance, 80 p. 100 des ressources naturelles et 90 p. 100 des ressources humaines de ces pays demeurent actuellement inutilisées. La meilleure exploitation de leurs ressources naturelles peut, sans doute, être réalisée par ces pays eux-mêmes, qui sont animés d'un motif plus puissant encore que celui du profit; c'est la théorie qu'énonce le sixième considérant du projet, à titre de solution idéale, qui tient compte cependant de la réalité qui veut que les pays en voie de développement dépendent encore pour très longtemps de la coopération internationale.

12. Pourtant, les pressions qui résultent de l'évolution sociale exigent une adaptation des relations entre pays développés et pays en voie de développement, adaptation qui ne peut se faire que grâce au libre exercice de la souveraineté de toutes les parties en cause. Ce libre exercice suppose une certaine égalité entre les parties, et c'est pourquoi il convient d'adopter des dispositions répondant aux circonstances nouvelles qui pourraient appeler une révision des accords entre les pays en voie de développement et ceux qui leur fournissent une aide. Cependant, ces pays comprennent fort bien qu'une telle

révision ne pourrait se faire que d'un commun accord s'ils veulent préserver leurs intérêts nationaux à long terme. C'est là une tendance raisonnable qui ne devrait pas susciter les appréhensions des pays développés, particulièrement si le projet est modifié par l'amendement qui fait l'objet du document A/C.2/L.871, qui souligne l'importance du rôle de l'assistance internationale. La délégation soudanaise pourrait appuyer cet amendement si les mots "les apports de capitaux étrangers, tant publics que privés", étaient remplacés par l'expression "les investissements et l'assistance de l'étranger", qui couvre toutes les formes d'investissement et d'assistance actuellement destinées aux pays en voie de développement; elle estime, en effet, que le terme "capitaux étrangers" peut être restrictif et qu'au surplus ce qu'il faut entendre par "capitaux étrangers publics" n'est pas clairement défini.

13. La délégation soudanaise appuie également l'amendement proposé par la République démocratique du Congo (A/C.2/L.874/Rev.1), qui renforce le texte du projet, et elle exprime l'espoir que les négociations en cours aboutiront à un texte qui ne modifiera pas le projet à l'étude au point d'en altérer la substance.

14. M. JULEV (Bulgarie) dit que les débats animés dont a fait l'objet le projet de résolution apportent une nouvelle démonstration de l'importance vitale de la question à l'étude pour tout Etat souverain. Par souveraineté permanente sur les ressources naturelles, la délégation bulgare entend l'exercice d'un droit permanent sur ces ressources, et il est inutile de manipuler à ce propos, comme l'ont fait certains, la philologie et l'histoire. Le projet de résolution représente un pas vers l'affermissement de cette souveraineté et, partant, de l'indépendance économique des pays en voie de développement. La délégation bulgare appuie le projet de résolution sous sa forme actuelle, tout en se réservant le droit d'intervenir sur les divers amendements.

15. M. KHAN (Pakistan) estime que l'examen de la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles aura été empreint d'une grande objectivité et que les divergences de vues auxquelles il aura donné lieu ont été moins marquées que l'année précédente. La Commission s'est accordée à reconnaître que ce qui est en cause n'est pas la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, mais l'exercice de cette souveraineté par les pays en voie de développement. Le projet de résolution vise à donner une forme plus pratique aux principes formulés dans la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale. En effet, tant que les pays du tiers monde ne seront pas en mesure de choisir librement la manière d'exploiter et de commercialiser leurs ressources naturelles, l'exercice de leur souveraineté permanente ne peut que demeurer purement théorique. Bien entendu, ces pays ne pourront effectuer ce choix en toute liberté que s'ils sont à même d'exploiter et de commercialiser eux-mêmes leurs ressources naturelles. Il s'agit là d'une œuvre de longue haleine qui exigera la coopération et l'assistance internationales. Les pays en voie de développement continueront à dépendre longtemps encore des capitaux étrangers tant publics que privés.

16. Le Pakistan a, pour sa part, fait connaître sans équivoque qu'il espérait obtenir des apports accrus de capitaux étrangers dans le cadre de ses plans nationaux de développement. Sa délégation estime que le projet de résolution ne saurait être interprété comme étant dirigé contre les capitaux privés étrangers, qui peuvent jouer un rôle positif dans la croissance économique des pays en voie de développement. Le Pakistan, qui est partie à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, conclue sous les auspices de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, encourage le courant de ces capitaux en leur accordant les garanties et les incitations nécessaires.

17. Il est difficile de comprendre dans ces conditions qu'il puisse y avoir des doutes quant à la nécessité d'une action des Nations Unies dans ce domaine en vue d'aider les pays du tiers monde à parvenir à un stade de développement technique qui leur permette de décider librement des modalités de la mise en valeur de leurs ressources. Ils ne pourront y accéder que si les investisseurs privés forment le personnel national nécessaire et leur accordent une participation accrue à la gestion de leurs entreprises. Il importe également de reconnaître aux pays en voie de développement le droit de participer aux bénéfices de ces entreprises et, le cas échéant, d'augmenter leur part, compte tenu des exigences de leur croissance économique.

18. En conclusion, M. Khan exprime l'espoir que les auteurs du projet de résolution et les auteurs des divers amendements sauront élaborer une solution mutuellement satisfaisante.

19. Le PRESIDENT propose de suspendre l'examen du point 45 et de passer au point suivant de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'études sur l'assistance alimentaire multilatérale: rapport du Secrétaire général (A/6303, chap. XII, sect. IV; A/6425, E/4210 et Add.1, E/4236)

20. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) dit que le déficit vivrier des pays en voie de développement est un des grands problèmes qui se posent aujourd'hui à la communauté internationale tant sur le plan économique que sur le plan humain. Bien entendu, le problème alimentaire n'est pas nouveau pour la présente génération. Mais, depuis quelques années, de mauvaises récoltes sont périodiquement venues lui rappeler que le problème millénaire de la faim garde son actualité. Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est employée sans relâche à galvaniser les énergies sur les plans national et international, soulignant l'inévitabilité et l'imminence — à moins qu'une action ne soit promptement entreprise pour remédier à la situation — d'une crise économique grave et du danger très réel de malnutrition, voire de famine, dans de nombreuses régions du monde en voie de développement.

21. Le temps n'est plus où les avertissements réitérés tout au long des années par la FAO étaient considérés comme les lamentations d'une nouvelle Cassandra. Bien des pays et bien des organisations sont profondément préoccupés par les problèmes complexes de la pénurie de ressources alimentaires dans les pays neufs, et certains d'entre eux s'emploient activement à le résoudre. En effet, les déficits marqués de la production vivrière, notamment de céréales, récemment enregistrés dans les pays les plus peuplés, la Chine continentale et l'Inde, ont clairement mis en lumière les principaux facteurs de la crise alimentaire qui menace. Ce qu'il faut dans l'immédiat, c'est trouver les moyens de transférer les produits alimentaires aux peuples qui ont faim. Ce problème est devenu particulièrement crucial avec la réduction des excédents alimentaires des Etats-Unis, dont les stocks de blé sont tombés de 38 millions de tonnes en 1961 à 15 500 000 tonnes environ en 1966. Le caractère précaire de cette "réserve" et de l'équilibre alimentaire mondial apparaît clairement si l'on songe que l'Inde, à elle seule, a importé 6 600 000 tonnes de blé en 1965 et que ce chiffre sera probablement plus élevé en 1966.

22. A long terme, le facteur primordial est probablement la rapidité de l'expansion démographique dans les pays en voie de développement. En Extrême-Orient, où le problème alimentaire se pose à l'heure actuelle avec le plus d'acuité, la population s'accroît au rythme d'environ 2,5 p. 100 par an. Dans une grande partie de ces pays d'Asie, les ressources alimentaires actuelles représentent, par habitant, à peine plus de 2 000 calories par jour, chiffre bien inférieur au minimum nécessaire pour prévenir la malnutrition et, bien entendu, considérablement inférieur au niveau considéré comme normal dans les pays avancés. Par conséquent, simplement pour aller de pair avec l'accroissement de la population, les disponibilités alimentaires des pays en voie de développement d'Asie devraient augmenter de plus de 2,5 p. 100 par an; elles auront à augmenter de plus de 3,5 p. 100 par an pour répondre à la demande accrue de produits alimentaires susceptibles d'accompagner une augmentation du revenu par habitant. En réalité, depuis 1960, le taux d'accroissement de production n'a même pas suivi celui de l'accroissement démographique. La faible productivité de l'agriculture, jointe à ce qui paraît être une inaptitude à accroître les récoltes, est un autre aspect important du problème.

23. On peut se demander si les pays en voie de développement ne pourraient obtenir d'un accroissement rapide de leurs recettes d'exportation les devises étrangères qui leur permettraient de se procurer des produits alimentaires en quantité suffisante. Mais, à moins d'un total renversement des tendances récentes, on ne peut escompter une solution de ce type dans un avenir prévisible. Pendant les 10 dernières années, les recettes d'exportation des pays en voie de développement de l'Extrême-Orient ont progressé plus lentement que celles de toute autre région en développement. En fait, depuis 1960, la valeur de ces exportations s'est accrue de moins de 4 p. 100 par an. Au cours des cinq années précédentes, de 1955 à 1960, ce taux annuel d'accroissement n'était guère supérieur à 2 p. 100. Il suffit

de comparer ces chiffres au taux d'accroissement en valeur du commerce mondial, qui a été d'environ 7 p. 100, et des exportations des pays avancés à économie de marché, qui a été d'environ 8 p. 100. La lenteur persistante de la croissance des exportations est donc un autre aspect essentiel du problème alimentaire de nombreux pays en voie de développement.

24. Bien entendu, le problème du déficit vivrier ne se limite pas aux pays en voie de développement de l'Extrême-Orient. Il se pose aussi à de nombreux pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine. Chacun des facteurs qui sont à la base des difficultés alimentaires des pays en voie de développement est en réalité la résultante d'une vaste gamme de problèmes extrêmement complexes qu'il faut essayer de comprendre et de résoudre. C'est à cette fin que l'Assemblée générale a demandé, par sa résolution 2096 (XX), que soit entrepris un programme d'études sur l'assistance alimentaire multilatérale dont le calendrier vient récemment d'être raccourci. Ces études ont été mises en route par le Secrétaire général en coopération avec le Directeur général de la FAO. Des conclusions et recommandations préliminaires de nature à influencer les décisions cruciales qui pourront être prises dès 1967 seront communiquées au Conseil économique et social à sa quarante-deuxième session et à l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session. Il ne fait guère de doute que ce sera là une des principales questions qui retiendront à juste titre l'attention du Conseil et de la Deuxième Commission en 1967. Le Sous-Secrétaire exprime à cet égard l'espoir que les gouvernements étudieront attentivement cette question et que leurs représentants au Conseil économique et social seront investis de pouvoirs suffisamment larges pour prendre les décisions qui s'imposent.

25. La mise au point d'une stratégie globale dans le domaine de l'aide alimentaire multilatérale exige du temps, mais il y a plusieurs domaines où les gouvernements peuvent prendre des mesures efficaces dans un avenir immédiat. Tout d'abord, les gouvernements des pays qui disposent d'excédents alimentaires devraient, lorsqu'ils déterminent leur propre politique nationale en matière de production alimentaire, avoir en vue les besoins des pays en voie de développement. Il s'agit ici du domaine par excellence où les décisions à prendre doivent tenir compte des besoins de la communauté internationale. Il est encore un autre domaine où les orientations adoptées par les pays avancés affectent la situation des pays en voie de développement, à savoir les négociations commerciales. A l'heure actuelle, des pourparlers concernant certains produits alimentaires se déroulent dans le cadre des négociations Kennedy; il est à souhaiter que le redressement de la situation actuelle soit un des objectifs majeurs de ces négociations. Enfin, les gouvernements peuvent d'ores et déjà prendre des mesures concrètes concernant le Programme alimentaire mondial.

26. A l'heure actuelle, le montant des contributions au Programme annoncées par les gouvernements n'est que de 159 millions de dollars pour la période triennale 1966-1968. La majeure partie de cette somme a déjà été affectée à des projets particuliers

ou réservée pour des cas d'urgence, de sorte que, pour le moment, le Programme ne dispose que de 32 millions de dollars pour de nouveaux projets jusqu'à la fin de la période triennale en cours. Si l'objectif, fixé à 275 millions de dollars, était atteint, il permettrait au Programme de financer 125 nouveaux projets environ, soit une augmentation de 80 projets sur le nombre de demandes pouvant être satisfaites avec les contributions annoncées jusqu'à présent. A la suite de l'adoption de la résolution 1150 (XLI) par le Conseil économique et social, le Secrétaire général a attiré l'attention de tous les Etats Membres sur l'appel urgent du Conseil concernant le versement au Programme de nouvelles contributions en nature, en espèces ou en services en vue d'atteindre l'objectif fixé par l'Assemblée. Il reste encore beaucoup à faire avant que soit comblé l'écart entre ce qui a été annoncé et cet objectif. Les Etats-Unis viennent d'annoncer leur intention d'adopter une nouvelle base pour le calcul de leur contribution de contrepartie; désormais, chaque nouveau dollar que les gouvernements s'engagent à verser en espèces ou en nature équivaut en fait à l'annonce d'une contribution de 2 dollars. Le Secrétaire général espère sincèrement qu'en 1967 l'Assemblée pourra adopter une résolution dans laquelle, notamment, elle notera avec satisfaction que l'objectif de 275 millions de dollars fixé pour la période 1966-1968 a été atteint et même dépassé.

27. M. POLIT (Equateur) remercie le Sous-Secrétaire de son exposé, qui sera très utile à la Commission pour l'examen de cette question, et il propose que le texte de la déclaration qu'il vient de faire soit distribué comme document officiel de la Commission.

Il en est ainsi décidé ^{1/}.

28. M. POLIT (Equateur) dit qu'après l'exposé du Sous-Secrétaire personne ne peut plus douter de l'importance et de la gravité extrêmes du problème alimentaire auquel le monde fait face, et que l'absence de solution à ce problème est l'un des principaux facteurs retardant le développement économique. Il signale la perte que subit l'Equateur du fait que 40 millions de régimes de bananes pourrissent faute de moyens d'utilisation industrielle et de place dans les mûrisseurs. Cette perte annuelle de 40 millions de régimes de bananes est un crime contre une humanité qui n'a pas les moyens de satisfaire ses besoins essentiels. Ainsi, d'après le rapport de la FAO, la production alimentaire est restée, en 1965, au même niveau qu'il y a cinq ans, et les menaces de famine seront encore plus graves en 1967. D'autre part, les excédents alimentaires s'épuisent rapidement aux Etats-Unis, qui ne pourront plus donner à leurs programmes d'aide alimentaire l'envergure qu'ils ont eue depuis 20 ans. M. Polit est heureux que la Commission aborde assez tôt dans la session l'étude de ce problème vital pour des millions d'êtres humains et l'examen des diverses solutions à envisager. Il invite le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial à étudier, en collaboration avec la FAO, le Programme des Nations Unies pour le

^{1/} Le texte *in extenso* de la déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a été distribué ultérieurement sous la cote A/C.2/L.879.

développement, la Banque internationale et d'autres organismes intéressés des Nations Unies, la possibilité d'utiliser dans le cadre du Programme alimentaire mondial les excédents de bananes de l'Équateur, notamment en les réduisant en farine utilisable seule ou mélangée à de la farine de céréales. Il y a là, pour l'ONU, une source précieuse de denrées alimentaires qui se perdent au détriment tant de ceux qui souffrent de la faim que des producteurs équatoriens. La délégation équatorienne présentera un projet de résolution à ce sujet.

29. M. BRADLEY (Argentine) remercie le Sous-Secrétaire de son introduction au projet de résolution sur l'assistance alimentaire multilatérale dont le Conseil économique et social recommande l'adoption par l'Assemblée générale (A/6425, par. 2), ainsi que des précisions qu'il a fournies sur l'état actuel des études entreprises à ce sujet. Le problème de la pénurie alimentaire, auquel le Secrétaire général attache une importance toute particulière et qui fait depuis tant d'années l'objet des préoccupations et travaux des Nations Unies, et notamment de la FAO, est traité dans le rapport présenté par le Secrétaire général (E/4210 et Add.1) en application de la résolution 2096 (XX) de l'Assemblée générale.

30. Les résultats initiaux des études entreprises sont encourageants et montrent qu'il y a dans le monde une conscience plus aiguë du problème alimentaire. Il faut faire vite, car la faim n'attend pas et les gens affamés meurent. Les études de l'ONU doivent porter sur les divers aspects du problème: sur l'aspect

financiers, qui est particulièrement urgent pour assurer l'assistance alimentaire; sur l'aspect technique, pour permettre aux pays en voie de développement, notamment à ceux qui, d'exportateurs sont devenus importateurs de denrées alimentaires, de trouver un remède à la situation; sur l'aspect commercial, enfin, car la plupart des pays producteurs de denrées alimentaires sont des pays en voie de développement qui ont besoin d'assistance internationale pour pouvoir jouer leur rôle dans l'approvisionnement du monde. Le problème est actuellement étudié également au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), notamment dans le cadre des négociations Kennedy. L'Argentine, dont 90 p. 100 des recettes en devises, consacrées au développement, proviennent de l'exportation de denrées alimentaires ou de leurs dérivés, a envoyé une équipe d'économistes aux négociations Kennedy; elle a confiance que celles-ci aboutiront à un abaissement des barrières douanières qui ouvrira à ces denrées alimentaires l'accès des marchés mondiaux.

31. Comme elle n'est pas membre du Conseil économique et social, l'Argentine n'a pas participé à l'élaboration des résolutions 1149 (XLI) et 1150 (XLI) pertinentes du Conseil, mais elle en est satisfaite et elle votera pour le projet de résolution recommandé à l'Assemblée générale dans la première de ces résolutions. L'adoption rapide de ce projet facilitera l'accomplissement des tâches qui y sont définies et permettra d'écarter le spectre de la famine.

La séance est levée à 16 h 15.

